Être itinérant

Bulletin pour METTRE UN TERME à l'itinérance à Ottawa — Jan-Déc 2008

Photo: AMTI

7 045 personnes ont séjourné dans un refuge en 2008

Des milliards pour les banques alors que les refuges à Ottawa débordent : les enfants et les jeunes sont les plus touchés

La demande de lits dans les refuges bondit alors que le nombre de personnes ayant séjourné dans un refuge atteint 7 045 en 2008, dont 1 179 enfants, 473 de plus qu'en 2007.

Depuis le milieu de 2008, les refuges manquent de lits tous les soirs. Pire encore, la durée moyenne des séjours dans un refuge atteint 51 jours, 5 jours de plus qu'en 2007. Cela ne peut qu'empirer alors que la crise économique s'aggrave.

Au cours des 5 années de notre suivi, un nombre croissant de personnes ont utilisé les refuges malgré les efforts constants des organismes communautaires et des bénévoles.

Il est temps de responsabiliser tous les paliers de gouvernement !

Où iront les gens quand il n'y aura plus de place à « l'auberge » ?

Les indicateurs de progrès en matière d'itinérance à Ottawa

	2007	2008
LOGEMEMT		**D**
Logement abordable		
Unités de logement social d'avant 1995 (au total)	22 400	22 400
Unités de logement abordable d'après 2000 (au total) (c.à.d. unités d'Action Ottawa & de l'INSA)	833	967
Suppléments au loyer (Ville d'Ottawa & ACSM)	3 198	3 200
Places - réseau de logement avec services de soutien	885	915*
Listes d'attente		
Ménages en attente d'un logement social	9 370	9 692
Personnes en attente d'un logement avec soutien	2 000	2 600*
Indicateurs du marché locatif		
Taux d'inoccupation	2,3%	1,4%
Loyer moyen pour un 1 ch. à coucher	798 $	827 $
REVENU		**C**
Ontario au travail pour une personne seule	560 $	572 $
Prestations du POSPH pour une personne seule	999 $	1 020 $
Moyenne de cas par mois pour Ontario au travail	15 296	14 329**
Salaire minimum	8,00 $	8,75 $
Augmentation de l'indice des prix à la consommation	2,0%	1,7%
ITINÉRANCE		**D**
# d'utilisations des lits dans les refuges	341 212	386 506
# de personnes ayant utilisé un refuge	6 572	**7 045**
Hommes seuls	3 249	3 325
Femmes seules	960	928
Jeunes	365	464
Familles	643	747
(enfants de moins de 16 ans dans les familles)	*907*	*1 179*
(Adultes & enfants de plus de 16 dans les familles)	*1 091*	*1 149*
SÉJOURS DANS LES REFUGES		**D**
Durée moyenne d'un séjour (en jours)	46	**51**
Hommes seuls	48	48
Femmes seules	43	46
Jeunes seuls	27	46
Familles	46	53

* L'augmentation du nombre de places de logement avec services de soutien et du nombre de personnes en attente découle du fait qu'un plus grand nombre de petits fournisseurs de logement ont joint le Réseau de logement avec services de soutien; il n'y a pas de nouvelles unités de logement.

** Alors que les cas d'OT ont diminué de 967 en 2008, ceux du POSPH ont augmenté de 1 143 pour atteindre 20 113.

Sources : page 2.

Le bulletin annuel de l'Alliance pour mettre un terme à l'itinérance note les progrès réalisés à Ottawa pour mettre un terme à l'itinérance. **Téléchargez la version PDF, en français ou en anglais,** à **www.endhomelessnessottawa.ca**

La demande pour les refuges bondit en 2008 : Ce que cachent les notes et les indicateurs

D Logement

C Revenu

D Itinérance

D Séjours dans un refuge

A = Progrès importants
B = Quelques progrès
C = Pas / Peu de progrès
D = Recul
E = Recul important

2008 a connu une augmentation dramatique de l'utilisation des lits dans les refuges qui est passée à 386 506, une augmentation de 13 % comparativement à 341 212 en 2007.

Bien que ce soit la durée moyenne des séjours des jeunes qui ait augmenté le plus, c'est l'utilisation des lits par les familles qui explique cette augmentation parce qu'elles sont beaucoup plus nombreuses à utiliser les lits et comptent pour 68 % de l'augmentation.

Le nombre de personnes différentes ayant utilisé le réseau de refuges a augmenté de 7,2 % - 7 045 comparativement à 6 572, et les gens ont séjourné en moyenne cinq jours de plus qu'en 2007.

Les hommes comptent parmi les plus grands utilisateurs de refuges – 3 325 ou 47 % de la population totale des refuges. Le nombre de **femmes** ayant utilisé les refuges a diminué puisqu'il est passé de 960 à 928, mais la durée de leurs séjours a augmenté.

Les jeunes et les familles ont utilisé les refuges d'avantage en 2008. Le nombre de jeunes a fait un bond de 27 % pour atteindre 464, alors que 747 familles ont utilisé les refuges pour familles, une augmentation de 15,2 % par rapport à 2007.

La durée moyenne des séjours dans les refuges atteint 51 jours, contre 46 l'année précédente. Ce sont les familles qui ont séjourné le plus longtemps, pour une moyenne de 53 jours, alors que les jeunes ont eu les plus courts séjours, en moyenne 46 jours – une augmentation de 70 % comparativement à 2007.

Le taux d'inoccupation du marché locatif à Ottawa était de 1,4 % en 2008, une baisse par rapport à l'année précédente. L'augmentation de 3,6 % du loyer moyen (827 $) pour un logement d'une chambre excède largement l'augmentation de 2 % des prestations d'Ontario au travail (OT) et du Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées (POSPH). Alors que le nombre de prestataires d'OT a diminué de 967 en 2008, celui du POSPH a augmenté de 1 143 pour atteindre 20 113. Le Centre 454 a un intervenant qui aide les gens à faire cette transition.

Bien que le **salaire minimum** ait augmenté de 9,4 % pour passer à 8,75 $, il faut gagner 15,90 $ de l'heure pour louer un logement d'une chambre, selon les normes gouvernementales qui allouent 30 % du revenu au logement.

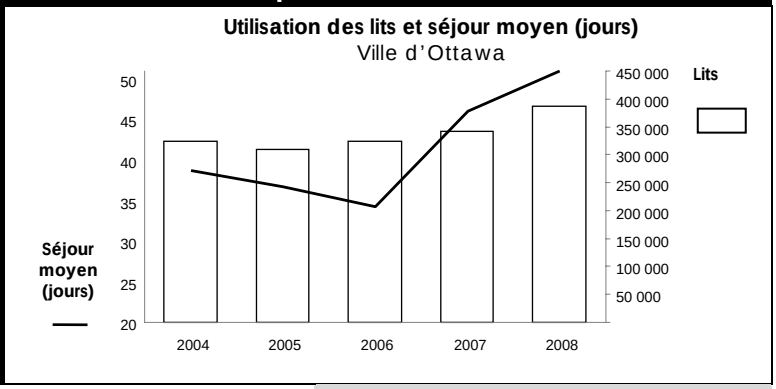
Aider les gens à conserver leur logement – les statistiques en matière de prévention viennent compléter le tableau troublant d'une collectivité qui vit une pénurie de logements abordables. Quelques 1 116 ménages risquant de perdre leur logement (ils en étaient au point final du processus d'éviction) ont reçu l'aide du Réseau de prévention de perte de logement. Ces ménages au bord de l'éviction font partie des 10 899 ménages qui ont reçu de l'aide en 2008 à l'échelle de la ville, une augmentation de 12 % pour l'année. Les programmes de prévention se sont multipliés au cours des dernières années; sans eux, le nombre de personnes itinérantes connaîtrait certainement une augmentation encore plus forte.

Seulement 134 nouvelles unités de logement abordable ont été créées en 2008. À ce rythme, il faudra 72 ans pour aider les 9 692 ménages actuellement sur la liste du Centre d'enregistrement pour les logements sociaux. La ville d'Ottawa s'est donné comme objectif de créer 500 unités de logement abordable par année. En 2007, un total de 74 unités avaient été créées, alors 134, c'est un pas dans la bonne direction. Mais la faible augmentation ne laisse pas beaucoup d'espoir aux personnes itinérantes ou à faibles revenus. Les unités créées en 2008 comprennent 10 places dans des refuges ou logements de transition, 98 unités avec soutien permanent au loyer, et 26 ménages qui se sont prévalus de l'option d'achat à long-terme d'un logement abordable.

Les tendances en matière d'itinérance à Ottawa depuis les derniers 5 ans.

L'utilisation des refuges à Ottawa a augmenté pour la période 2004-2008 que couvrent nos bulletins annuels, ce qui indique que l'itinérance continue d'être un problème majeur dans notre collectivité.

Depuis 2006, la durée des séjours dans les refuges augmente, ce qui indique qu'il est difficile de trouver une alternative convenable. Quand les gens séjournent dans un refuge, ils reçoivent des services d'orientation et d'autres services y compris de l'aide pour la recherche d'un emploi ou d'un logement.



SOURCES – tableau des indicateurs page 1 : Ville d'Ottawa (dont l'*Initiative du système d'information sur les personnes et les familles sans-abri,* SISA3, banque de données agrégées, 1er Jan. 2009), Association canadienne pour la santé mentale, Ottawa Supportive Housing Network, Centre d'enregistrement, Société canadienne d'hypothèque et de logement, Province de l'Ontario et Statistique Canada.

Cueillette des données : Nous pouvons maintenant comparer deux années en utilisant un système qui réduit le dédoublement des clients. Ce fut un facteur déterminant dans le cas des hommes et des femmes qui ont utilisé plus d'un refuge au cours de l'année.

Dans ce bulletin . . . ***PAGE***

Indicateurs de progrès à Ottawa	1
Que cachent les notes	2
Message des refuges d'Ottawa	3
Les personnes vulnérables à Ottawa	4
Solutions sur mesure pour Ottawa	5-12
Les trois paliers de gouvernement	13-15
Lettre au premier ministre à détacher	16

L'Alliance pour mettre un terme à l'itinérance produit ce bulletin annuel pour noter les progrès de notre collectivité dans sa lutte à l'itinérance. Cette coalition non-partisane regroupe plus de 70 organismes communautaires et de nombreux particuliers de la région d'Ottawa qui travaillent de concert pour mettre un terme à l'itinérance. **Visitez notre site Web pour plus de détails et téléchargez la version PDF du bulletin, en français ou en anglais,** à **www.endhomelessnessottawa.ca**

Un message des refuges d'urgence d'Ottawa

Les directeurs des refuges d'urgence rapportent que jusqu'à 100 personnes couchent sur le plancher des refuges à l'échelle de la ville

Depuis le milieu de 2008, les refuges d'Ottawa pour hommes, femmes, jeunes et familles manquent de lits tous les soirs. Sue Garvey est directrice du *Cornerstone/Le pilier Women's Shelter* depuis 13 ans. Elle est fière que le refuge soit passé d'un centre d'intervention en situation de crise à un centre de transition, mais maintenant elle s'inquiète. « Nous traversons des temps difficiles; nous refusons 10 femmes à tous les jours parce que nous manquons de place. Nous avons fait des rénovations en 1994 pour accueillir 36 femmes, mais maintenant elles sont 52 à s'entasser toutes les nuits. »

Photo : AMTI 2008

Perry Rowe et Sue Garvey

Perry Rowe, directeur général du Centre Booth de l'Armée du Salut, explique qu'au fur et à mesure que le nombre de personnes itinérantes ou à risque de l'être augmentait au cours des dix dernières années, les refuges ont dû se transformer en « centres multiservices » pour répondre aux besoins non seulement des clients des refuges mais d'un nombre croissant de personnes dans la collectivité. « Toutefois, ajoute M. Rowe, nos organismes ont atteint un point où il leur est très difficile de faire plus. Nous craignons que certaines personnes ne passent à travers les mailles du filet malgré nos efforts pour coordonner nos services et nous assurer que tous reçoivent de l'aide surtout en ce temps de crise économique.»

The Ottawa Mission est également plus qu'un refuge pour sans-abri puisque tous leurs programmes et services non résidentiels sont ouverts aux hommes et aux femmes de la collectivité. La directrice générale, Diane Morrison, croit que « l'espoir que nous offrons s'étend au-delà de ce que nous pouvons imaginer. » L'espace limité du refuge rend difficile la mise en place de programmes. Mais c'est surtout la pénurie de logements abordables et convenables à Ottawa qui rend encore plus difficile la tâche d'aider les gens à faire la transition du refuge à une vie plus autonome.

La capacité de répondre aux besoins est devenue une seconde nature pour les refuges. *Les Bergers de l'espoir hébergent* plus de 300 personnes. Le directeur général, Paul Soucie, explique qu'en plus de leurs autres programmes et services très en demande, « en cas de débordement, nous pouvons accueillir de 50 à 60 personnes, des hommes et des femmes aux besoins intenses, des personnes extrêmement vulnérables que les autres refuges ne sont pas en mesure d'accueillir.

Photo : AMTI 2008

Marc Provost, Alex Munter, Paul Soucie et Diane Morrison

Tous les refuges manquent de place maintenant, et le surpeuplement va certainement s'accentuer à cause de la grave pénurie de logements avec services de soutien à laquelle nous faisons face dans la ville d'Ottawa. »

La ville d'Ottawa opère elle-même deux refuges d'urgence pour familles et accueille aussi le trop-plein des refuges au YM/YWCA et dans des motels. Ces refuges offrent des services de gestion de cas avec accès direct aux prestations d'Ontario au travail et de l'aide pour la recherche de logement. Comme les autres, Marc Provost, directeur de programme à la ville, est heureux que celle-ci soit toujours en mesure d'honorer son engagement d'offrir un refuge à toute personne sans-abri. Durant la dernière année, il y a eu une augmentation du nombre de familles en trop-plein accueillies dans les motels, de juillet à novembre. M. Provost rapporte que « même au beau milieu de la nuit, les refuges accueillent des personnes de tout âge, y compris des familles, qui viennent se mettre à l'abri. Lorsqu'un refuge est plein, les gens sont orientés vers un autre refuge qui peut les accueillir, et des mesures sont prises pour qu'ils s'y rendent en toute sécurité. »

Les refuges pour jeunes d'Ottawa aussi débordent – et doivent malheureusement refuser des jeunes tous les mois. Selon Alex Munter, directeur général du Bureau des services à la jeunesse, le BSJ a pour objectif d'éviter que les jeunes de la rue ne deviennent des adultes itinérants.

« Les jeunes demeurent plus longtemps dans les refuges – une augmentation de la durée des séjours de 70 % par rapport à l'an passé. La bonne nouvelle, c'est qu'ils sont branchés aux services de soutien. La mauvaise nouvelle, c'est que cela indique clairement qu'il n'y a pas assez d'options viables et sécuritaires en matière de logement pour les jeunes. Nos programmes de logement de transition à long-terme opèrent à pleine capacité, et nous avons 27 % plus de jeunes qui se présentent à nos refuges. Il est clair que tous les paliers de gouvernement doivent collaborer et investir dans la santé, le logement, l'intervention en période de crise et les autres services dont ont besoin les jeunes les plus vulnérables. »

Aux prises avec les refuges qui débordent, le message des directeurs est clair. Ottawa doit investir dans le logement sécuritaire, convenable et abordable; s'attaquer à la grave pénurie de logements avec services de soutien; et trouver des fonds pour les services de transition qui permettent aux familles et aux individus de réintégrer la collectivité.

Les directeurs des refuges d'urgence ont de bonnes raisons d'être inquiets pour l'avenir des personnes itinérantes et des personnes à faibles revenus.

Une liste des refuges d'urgence à Ottawa, de leurs sources de financement et des services qu'ils offrent, à la page 9

Les personnes vulnérables à Ottawa

De larges trous dans le filet social

Les Canadiens et les Canadiennes pensent que le « filet social » est une mesure nationale qui nous protège contre la pauvreté. Au cours de la présente récession, les commentateurs nous ont assuré qu'il nous éviterait une dépression comme celle des années 1930. Mais que couvre exactement ce « filet social » dans une ville comme Ottawa où le coût de la vie est très élevé? Protège-t-il les gens contre la pauvreté ou les y retient-il prisonniers ?

- Dans la première colonne, nous avons l'exemple d'un homme seul qui reçoit des prestations d'Ontario au travail et dont le revenu total est de 592 $.
- Quand on soustrait ce qu'il lui en coûte en moyenne pour se loger et se nourrir, on se rend compte qu'il lui manque 308,41 $ et qu'il ne lui reste rien pour ses autres dépenses du mois, telles que transport, téléphone, services publics ou soins de santé. De plus, le tableau nous montre que son revenu annuel est bien en-dessous du seuil de faible revenu (SFR) calculé pour Ottawa.

Pour plus de détails, visitez – http://ottawa.ca/residents/health/living/nutrition/services/price_eating_well_fr.html

		Ontario au travail	**Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées**	**A.E. calculé sur un salaire de 30 000 $**	**Salaire minimum @ 40 heures/ semaine**
		Homme seul, âgé de 25 ans	**Mère célibataire, âgée de 34 ans, enfants de 13 et 7 ans**	**Femme seule, âgée de 47 ans**	**Homme seul, âgé de 25 ans**
+ Revenus	**Revenu par mois**	572,00 $	1 543,00 $	1 375,00 $	1 516,67 $
	Prestations et crédits additionnels	20,00 $	698,00 $	20,00 $	20,00 $
	Total =	**592,00 $**	**2 241,00 $**	**1 395,00 $**	**1 536,00 $**
– Dépenses	**Loyer**	671,00 $ (studio)	995,00 $ (2 chambres)	827,00 $ (1 chambre)	671,00 $ (studio)
	Alimentation nutritive	229,41 $	473,00 $	229,41 $	229,41 $
	Total =	900,41 $	1 877,00 $	1 056,41 $	900,41 $
	Argent qui reste pour les autres dépenses du mois	–308,41 $	+364,00 $	+$338.59	+$636.26
	Le portrait annuel				
	Revenu annuel	7 104,00 $	26 892,00 $	16 740,00 $	18 440,00 $
	Seuil de faible revenu	21 666,00 $	33 159,00 $	21 660,00 $	21 660,00 $
	Différence (±)	**–14 562,00 $**	**–6 267,00 $**	**–4 926,00 $**	**–3 226,00 $**

Solutions sur mesure pour Ottawa

Cours 101 sur les services aux personnes itinérantes

L'itinérance, c'est quoi ?

- Vivre dans la rue.
- Passer la nuit dans des refuges temporaires.
- Vivre dans des endroits déclarés impropres à l'habitation humaine.
- Être hébergé temporairement par des étrangers, des amis ou des proches (« couch surfing »).

Qui risque de connaître l'itinérance ?

- Les familles et les individus peuvent devoir quitter leur logement pour toutes sortes de raisons : violence conjugale ou familiale, perte d'emploi, revenus trop faibles pour payer le loyer.
- Certaines personnes sont vulnérables à cause de problèmes de santé mentale ou de toxicomanie; d'autres n'ont pas les habiletés fondamentales nécessaires ou ne sont pas assez autonomes.

En attendant que les revenus soient suffisants et qu'il y ait assez de logements abordables et convenables à Ottawa …

- ✓ Des organismes réagissent à l'itinérance
- ✓ Des particuliers réagissent à l'itinérance
- ✓ Ensemble, nous venons en aide aux personnes itinérantes, que ce soient des hommes, des femmes, des jeunes ou des familles ayant des enfants.

En 2008, un total de 7 045 personnes ont séjourné dans un refuge d'urgence pendant en moyenne 51 jours : 3 325 hommes, 928 femmes, 464 jeunes et 747 familles avec au total 1 179 enfants.

Photo: BSJ

Programme logement du Bureau des services à la jeunesse (BSJ)

Comment ça fonctionne à Ottawa

- La *ville d'Ottawa est l'administrateur du réseau de services pour les sans-abri et gère les fonds alloués par le fédéral, le provincial et le municipal* pour les services aux personnes itinérantes, la prévention de perte de logement, les refuges d'urgence et les logements avec services de soutien.
- *Le ministère provincial de la Santé* finance les services de soutien au logement, les interventions en toxicomanie, les soins de santé physique et mentale.
- *Les organismes sans but lucratif* consacrent une part importante des sommes amassées lors de collectes de fonds à la lutte à l'itinérance, même lorsqu'ils reçoivent des subventions gouvernementales.
- *De nombreuses associations caritatives et bénévoles* travaillent en partenariat avec la ville pour augmenter et étendre le niveau du financement public.
- *Les chercheurs d'Ottawa* aident les fournisseurs de services à peaufiner leurs programmes afin qu'ils répondent mieux aux besoins actuels.

Le partenariat est la clé des solutions mises de l'avant à Ottawa

- *Les fournisseurs de services* ont créés des réseaux qui leur permettent de mettre en commun l'information et les ressources afin d'être plus efficaces. En voici des exemples : le Supportive Housing Network, le Street Outreach Network et le Réseau de Prévention de perte de logement
- *L'Alliance pour mettre un terme à l'itinérance* sensibilise la collectivité au problème de l'itinérance et fait la promotion de stratégies pour y mettre un terme.
- La ville, par l'entremise du *Comité directeur du renforcement des capacités communautaires pour les sans-abri,* travaille avec les parties prenantes, les clients et la collectivité à la mise en œuvre du Plan d'action communautaire pour prévenir et résoudre la question des sans-abri, tel que le requiert le gouvernement fédéral avant d'octroyer du financement.

Toutes ces activités se déroulent alors que les ressources sont insuffisantes et que les fournisseurs de services étirent constamment leurs maigres ressources.

- Puisque les ressources sont insuffisantes, les efforts doivent porter sur l'atténuation des effets dévastateurs de l'itinérance sur les individus plutôt que sur les solutions qui permettraient de ne plus avoir recours aux refuges d'urgence.

Équipe d'intervention logement

Nous en avons déjà tous aperçus – de petits groupes de gens blottis sous un pont, quelques femmes, surtout des hommes, parfois accompagnés d'un chien ou deux.

Ce sont les sans-abri qu'on voit – pour certains, le visage humain de l'itinérance.

Pour ceux et celles qui tentent d'améliorer la vie des sans-abri, ce sont les « itinérants absolus ». Aucun enfant n'entame sa vie avec l'ambition de vivre dans la rue. Plusieurs expériences négatives les auront menés là – vie familiale difficile, problèmes de santé ou handicap, manque d'éducation, etc.

Le *Centre Ottawa Booth de l'Armée du Salut* a compris que pour aider les personnes vivant dans la rue, il faut une équipe compétente et engagée. Ils ont maintenant une équipe composée de quatre responsables des cas et d'un coordinateur qui vont rencontrer les gens dans les rues et les parcs, d'un bout à l'autre de la ville. Aller ainsi rencontrer les gens sur place permet d'établir un climat de confiance. Il est plus facile d'évaluer les besoins de chacun et d'établir un plan personnalisé pour les aider à passer de la rue à un logement permanent.

L'équipe d'intervention logement arrive armée de renseignements sur la disponibilité de logements convenables et de services connexes. Un contrat est établi – la personne accepte de recevoir le service et le travailleur s'engage à la soutenir pendant un an, un aspect important aux yeux d'un propriétaire ou d'un fournisseur de logement.

À la fin de décembre 2008, après six mois, *l'équipe d'intervention logement* avait rencontré 55 personnes vivant dans la rue et trouvé un logement pour 14 d'entre elles, dans des maisons de chambres, des studios ou des appartements d'une chambre à coucher. Le niveau de soutien offert par l'équipe a permis à ces personnes de conserver leur logement – dont le service d'intervention 24/7 en situation de crise.

Photo : *Centre Ottawa Booth de l'Armée du Salut*

L'équipe d'intervention logement approche un couple visiblement sans-abri qui vit près de la voie du O-Train.

Le centre de santé autochtone Wabano

Services de proximité

L'*équipe mobile d'intervention en santé et toxicomanie* a pour mission d'offrir aide et soins médicaux aux personnes autochtones à risque de devenir itinérantes.

L'équipe épouse le concept traditionnel de soins holistiques selon l'approche culturelle de la santé et du mieux-être adoptée par Wabano. Cela comprend offrir des services qui soignent la personne sur tous les plans : émotif, spirituel, mental et psychologique. Nous croyons que nos services témoignent bien de cette philosophie.

L'*équipe mobile d'intervention en santé et toxicomanie* est formée des personnes suivantes : directeur logement/itinérance, intervenant auprès des personnes âgées toxicomanes, travailleur de rue, intervenant en santé mentale, intervenant auprès des jeunes, intervenant en toxicomanie d'Ontario au travail, intervenant en logement, grand-mère culturelle et infirmière. Les services offerts tiennent compte de la réalité culturelle et comprennent :

Services mobiles de santé – traitement des maladies et blessures ordinaires, des MTS, de l'hépatite C et du VIH, orientation vers les soins appropriés.

Services de proximité – soutien personnel, distribution de vêtements, programme Biindaghen de dîners du Centre de santé communautaire Côte-de-Sable, orientation vers des refuges et des centres de traitement, prévention des rechutes, thérapie en milieu sauvage (sur les terres) et cercles de guérison.

Autochtones aidés en 2008

722 personnes ont reçu des services

- **120** de l'intervenant auprès des jeunes
- **141** de l'intervenant en logement
- **112** de l'intervenant en santé mentale
- **240** de l'intervenant en toxicomanie
- **109** de la grand-mère culturelle

1 274 personnes ont reçu l'aide des services mobiles de santé (une aide médicale)

Au total, il y a eu 8 408 interventions des services de proximité et d'orientation auprès des personnes dans la rue.

Hostels to Homes

Le programme *Hostels to Homes* est un projet pilote de soutien au logement qui aide les personnes qui séjournent de façon répétée dans les refuges d'urgence à obtenir un logement, acquérir des compétences et trouver un emploi.

Les participants au projet doivent avoir passé au moins trente nuits dans un des refuges pour hommes au cours de l'année précédente. Ils doivent également être admissibles aux prestations d'Ontario au travail et vouloir trouver un logement et un emploi ou accepter de participer à un programme d'acquisition de compétences.

Les travailleurs sociaux de *The Ottawa Mission* aident les participants à trouver un logement et du travail et à obtenir des services, les accompagnant parfois à leurs rendez-vous. Ils organisent également une rencontre mensuelle au cours de laquelle les participants partagent un repas et écoutent un conférencier invité.

Les participants au projet *Hostels to Homes* éprouvent parfois depuis longtemps des problèmes de toxicomanie et de santé mentale qui les ont jusqu'à présent empêchés de conserver un emploi et un logement. Les travailleurs sociaux du projet travaillent en étroite collaboration avec les participants pour les aider à conserver leur logement et à atteindre leurs objectifs.
La phase 1 du projet a permis d'aider 55 hommes à trouver un logement, et la phase 2 en cours vient en aide à un autre groupe de 45 hommes.

Le cas de Ben . . .

Un des participants, Ben, était alcoolique et souffrait de dépression depuis plusieurs années. Il avait perdu son emploi et son logement et avait trouvé refuge à The Ottawa Mission. Ben avait éventuellement réussi à obtenir un logement subventionné, mais il sentait qu'il avait besoin d'une aide supplémentaire. Il s'est inscrit au projet Hostels to Homes, et les intervenants l'ont aidé à adhérer à un système de prélèvement automatique du loyer.

Bien que Ben ait rechuté quatre fois au cours des dix-huit mois du programme, les intervenants de Hostels to Homes ont continué à l'encourager à atteindre ses objectifs.

Ben s'est par la suite inscrit à un programme de traitement de la toxicomanie et de l'anxiété offert par une clinique afin de reprendre contrôle sur sa vie. Il réside présentement dans un projet d'hébergement de seconde étape, travaille à temps partiel et assiste régulièrement aux réunions des Alcooliques anonymes. Ben avoue qu'il ne s'est pas senti aussi bien depuis des années et qu'il nourrit beaucoup d'espoir pour l'avenir.

Photo : *The Ottawa Mission*

Des intervenants du projet Hostels to Homes à The Ottawa Mission

Hostels to Homes

- **A aidé à loger 55 hommes au cours de la phase 1.**
- **Bien que quatorze participants aient perdu leur logement au cours de cette phase, les intervenants de *Hostels to Homes* les ont aidé à trouver un nouveau logement sur le champ.**
- **34 participants ont trouvé un emploi (16 à temps plein, 18 à temps partiel).**
- **13 autres participants se sont inscrits à un programme d'acquisition de compétences ou d'éducation.**

Aider les personnes à vivre dans des maisons de chambres

Au printemps 2008, le Rooming House Pilot Project a vu le jour grâce à une collaboration unique entre deux haltes-accueil, le *Centre 507* et *The Well/La Source.* Chaque centre partage ses services entre les personnes vivant dans la rue ou dans les refuges et celles ayant un logement. Grâce à ce projet pilote, chacun des centres peut allouer un membre de son personnel aux locataires vulnérables vivant dans des maisons de chambres pour les aider à conserver leur logement. La maison de chambre est parfois la seule option pour les locataires à faibles revenus ou ceux qui ont éprouvé de la difficulté à se loger par le passé.

Les fonds provenant de *l'Initiative des partenariats de lutte contre l'itinérance* permettent au personnel des deux haltes-accueil de travailler avec les locataires selon une approche individualisée de gestion de cas. Ils peuvent ainsi soutenir leurs clients lorsqu'ils doivent négocier avec les propriétaires ou faire valoir leurs droits, régler des arrérages de loyers, être orientés vers des services en santé mentale ou toxicomanie ou développer des habiletés fondamentales et personnelles. Ils travaillent en étroite collaboration avec les propriétaires à qui ils offrent information et soutien lorsque surviennent des problèmes. Ils aident également leurs clients s'ils manifestent le désir d'accéder à un autre type de logement, que ce soit un logement subventionné ou avec services de soutien ou une unité de logement du marché locatif.

Au cours des neuf premiers mois, 30 hommes et 19 femmes ont participé au projet, et tous ont conservé leur logement sans avoir recours à un refuge d'urgence (18 des 49 clients y avaient eu recours l'année précédente). Tous les participants ont noté une amélioration de leurs capacités d'adaptation, de leur confiance en l'avenir et de leur optimisme depuis qu'ils se sont joints au projet.

Photo: David Vincent

La co-directrice, Janet McInnes, et la coordinatrice aux services de soutien, Darlene Carew, à la halte pour femmes *The Well / La Source*

Le personnel de La Source sait que les maisons de chambre sont parfois la seule option viable pour les femmes qui n'ont que la prestation d'Ontario au travail, parce que le taux des loyers sur le marché locatif à Ottawa dépasse leur revenu. Il voit aussi combien il est crucial que les gens aient accès aux ressources communautaires pour combler leurs besoins de base, comme se nourrir, se vêtir, laver leurs vêtements, etc.

Une femme enceinte vivant dans une maison de chambre était aux prises avec un problème de punaises et beaucoup de frustration. Margaret, l'intervenante après des maisons de chambres, l'a aidé à tout nettoyer, à se procurer de nouveaux draps et un couvre-lit et à régler ses notes de buanderie. Elle lui a présenté l'infirmière du Centre de santé communautaire du Centre-ville qui vient à *La Source* pour qu'elle l'aide avec sa grossesse, a pris le temps de jaser avec elle de ses frustrations et l'a invitée à venir rencontrer les femmes de *La Source*.

Une autre femme qui avait survécu à un grave accident mais avait de nombreuses séquelles, dont une blessure au cerveau, vivait au dernier étage d'une maison de chambre sans ascenseur. Margaret s'est rapidement aperçue que cette femme était passée dans les mailles du filet. Elle l'a d'abord aidée à trouver un médecin de famille qui a été étonné de constater que personne ne la suivait et qui a immédiatement prescrit de nombreux tests et organisé des sessions de physiothérapie. Margaret a alors travaillé avec le Centre d'enregistrement pour les logements sociaux afin de lui trouver un logement mieux adapté à ses besoins. Elle l'a aussi orientée vers le POSPH, pour obtenir meubles et articles ménagers, et vers *Para-Transpo*. **La vie de cette femme a été complètement transformée**.

Photo: David Vincent

La directrice du centre, Caroline Ann Giekes, et Susan Alcott, l'intervenante auprès des maisons de chambres, au Centre 507

Le Centre 507 est situé sur la rue Bank, au centre-ville, là où il y a de nombreuses maisons de chambres. Beaucoup de gens qui fréquentent le centre y demeurent et parlent des mauvaises conditions dans lesquelles ils vivent, de leur isolement lorsqu'ils quittent leur famille de la rue, des problèmes avec les voisins et les propriétaires et des défis rencontrés à partager les toilettes et la cuisine. Ce projet pilote permet au Centre 507 de leur offrir un soutien continu afin qu'ils réussissent à quitter la rue et l'itinérance de façon permanente.

De refuge d'urgence à avenir prometteur: un homme de 28 ans passe d'abord d'un refuge d'urgence à une maison de chambres de piètre qualité. Les portes d'entrée n'avaient pas de serrures, le détecteur de fumée avait été démonté par un autre locataire, la cuisinière ne fonctionnait pas et les déchets s'accumulaient dans le hall. Après de longs mois, il n'en pouvait plus de se faire demander de l'argent par ses voisins toxicomanes et alcooliques et il a cessé de prendre ses médicaments. Il a quitté la région, mais quelques mois plus tard, il appelait le *Centre 507*.

Grâce au projet pilote, le Centre a pu lui trouver une chambre dans une maison appartenant à un fournisseur de logement social. Deux mois après s'y être installé, il obtenait un emploi dans une chaîne de restauration rapide, avait recommencé à prendre ses médicaments et participait aux activités de groupe du *Centre 507*.

Pour certains, les maisons de chambre sont une étape qui leur permet de quitter pour toujours la rue et l'itinérance

Le droit d'habiter un logement 'normal'

Les solutions Logement d'abord de la SCHL

Selon l'approche *Logement d'abord,* les personnes itinérantes se voient offrir l'accès immédiat à un logement permanent.

Depuis 2001, l'Association canadienne pour la santé mentale (ACSM), section d'Ottawa, obtient des fonds pour combattre l'itinérance du gouvernement fédéral et du ministère de la Santé. Cela lui permet de soutenir 250 personnes vivant dans des unités avec supplément au loyer et 32, dans des condominiums. Les loyers sont bas parce qu'il n'y a pas d'hypothèque à payer. Les locataires signent un bail normal et gardent le logement aussi longtemps qu'ils le désirent.

« Acheter des condos s'avère plus économique parce que sur le marché locatif, les loyers et les suppléments au loyer ne cessent d'augmenter », explique la directrice générale de la SCHL, Marion Wright. « Lorsque nous avons recours aux suppléments au loyer, nous rendons accessibles à nos clients un plus grand nombre de logements du secteur privé. »

Les clients doivent être itinérants quand ils emménagent, souffrir d'une « maladie mentale grave et persistante », et avoir possiblement des problèmes de toxicomanie. La priorité est accordée aux femmes.

Les résidants reçoivent tous des services de gestion de cas intensive et sont suivis par un responsable de cas ou un travailleur de proximité. Ils peuvent conserver leur logement même lorsqu'ils n'ont plus besoin d'un soutien continu et ont toujours accès aux services d'intervention en situation de crise de la SCHL.

« Les condos sont une approche innovatrice et économique qui nous permet de répartir nos unités de logement d'un bout à l'autre de la ville. Ils permettent à nos clients itinérants de mieux s'intégrer à la collectivité sans être stigmatisés » ajoute Mme Wright.

Le cas de Julia . . .

Julia vit dans un logement de la SCHL depuis 18 mois. Avant d'emménager dans cet appartement, elle était aux prises avec des problèmes de toxicomanie, avait été victime de mauvais traitements dans ses relations personnelles et souffrait de dépression. Elle avait été évincée de son appartement précédent parce que son ex-petit ami était parti sans régler sa part du loyer. Avoir un logement stable a permis à Julia d'aller de l'avant.

« J'étais descendue très bas : deux membres de ma famille très proches de moi venaient de mourir, j'étais dans la rue et je ne savais pas où aller.

Heureusement, l'Aide au logement m'a mis en contact avec la SCHL qui m'a trouvé cet appartement. Je ne pourrais souhaiter vivre dans un endroit plus merveilleux.

***L'appartement est l'élément le plus important pour moi. Il m'a permis de mettre de l'ordre dans ma vie, et j'ai maintenant une place à moi où je peux peindre et écrire.* »**

Julia

Photo : SCHL

La directrice générale de la SCHL, Marion Wright, examine la liste des plus récents condos avec la coordonnatrice du programme logement, Paddy York

Messages des refuges d'urgence, *suite de la page 3*

Les refuges à Ottawa

Cornerstone/Le Pilier (femmes)
The Ottawa Mission (hommes)
Centre Booth de l'Armée du Salut (hommes)
Les bergers de l'espoir (hommes & femmes)
Evelyn Horne Logement d'urgence pour jeunes femmes et Logement d'urgence pour jeunes hommes (Bureau des services à la jeunesse)
Refuges pour familles (2), Ville d'Ottawa
Reception House, Centre catholique pour immigrants (nouveaux arrivants)
YMCA-YWCA et chambres de motels

Leurs sources de financement

Les organismes qui offrent des refuges et d'autres services sont soutenus par un ensemble de ressources provenant de la collectivité et du gouvernement.

40 à 80 % du gouvernement

20 à 60 % amassé dans la collectivité sous forme de dons ou d'aide reçue en nature

Ces organismes assument leur rôle en offrant divers services

Tous offrent des refuges d'urgence qui comblent les besoins de base et des services de gestion de cas et de recherche de logement. Les autres services dépendent des besoins de la clientèle qu'ils desservent et sont offerts directement dans la rue ou par l'entremise de logements de transition ou avec services de soutien, aide aux toxicomanes, banques alimentaires, hospices, cliniques de santé ou dentaire de première ligne, fourgonnette d'intervention mobile, unités de soins spéciaux, formation préparatoire à l'emploi, programme Winter Warmth… et la liste continue.

La Société John Howard
Projet d'aide au logement

La Société John Howard (SJH) pilote un projet à Ottawa qui vise à aider les personnes qui sortent de prison à trouver un logement. Après avoir purgé leur peine, plusieurs personnes sont libérées sans qu'un plan précis d'hébergement n'ait été mis en place.

Ces personnes sont donc itinérantes ou à risque de le devenir; elles vivent une situation de crise puisqu'elles n'ont pas d'endroit où aller, rien à manger et parfois plus accès à leurs médicaments.

Photo: *La Société John Howard*

Dan Power travaille à la réintégration au sein de *la Société John Howard*.

« Ses clients sont des personnes qui n'ont pas de toit et pas de plan, qui sont forcées de vivre dans la rue à cause d'un manque de coordination au niveau des processus » ajoute M. Power.

« Elles comptent sur la Société John Howard pour les aider à naviguer dans toute la bureaucratie et à retrouver une certaine stabilité en situation de crise, y compris au niveau du logement et des finances.

Ce sont des personnes dans le besoin, comme toute personne qui doit se battre pour survivre. »

Ces services sont souvent offerts en partenariat avec d'autres organisations actives dans la collectivité dont : *Action Logement/Action Housing*; *Aide au logement; Options Bytown*; *The Rooming House Network et le Centre 507.*

Par l'entremise de ce projet, Dan, et l'équipe de la Société John Howard, ont aidé 150 personnes l'an dernier.

De nombreux clients reçoivent de l'aide pour relever les défis de leur adaptation à la vie après la libération. Par exemple, s'ils ont fait une demande de prestations *d'Ontario au travail (OT*) - le processus peut être entamé avant la libération mais ne peut être complété tant que le client ne s'est pas présenté au bureau d'OT.

La *SJH* offre également des programmes d'acquisition d'habiletés fondamentales, de maîtrise de la colère et d'alphabétisation. Elle met même en place des jeux de rôle afin que leurs clients puissent répéter divers scénarios avant de rencontrer d'éventuels propriétaires.

Ces services aident les clients à trouver et à conserver de l'hébergement. Ils font également partie intégrante des efforts déployés pour assurer la sécurité de la collectivité en minimisant les risques de récidives et de retour à un ancien style de vie.

Plus d'une centaine de personnes ont trouvé un logement, et près de la moitié d'entre elles l'ont conservé pendant plus de trois mois. Nous sommes très optimistes que ce nombre augmentera considérablement dans les mois qui viennent.

L'équipe de la SJH offre des services de gestion intensive de cas et de coordination au cours des quatres étapes suivantes :

1. **évaluation des besoins en logement et mise en place d'un plan avant la libération;**
2. **services d'aide au logement et de soutien après la libération;**
3. **stabilisation dans la collectivité; et**
4. **réinsertion sociale.**

Allumons des chandelles – au lieu de maudire l'obscurité

L'Initiative multiconfessionnelle sur l'habitation

Tout en attendant un plan concerté pour éliminer l'itinérance, des groupes locaux sont passés à l'action et nous démontrent comment énergie, imagination et engagement peuvent faire une différence.

Les membres du conseil d'administration de l'*IMH* et la présidente d'honneur, Anne Squire, (première rangée, troisième à droite) posent fièrement sur le site de Somerset Gardens, en juin 2006

L'*Initiative multiconfessionnelle sur l'habitation (IMH)* d'Ottawa est un exemple d'un groupe de ce genre, mis sur pied en 2002 par le Diocèse catholique pour s'attaquer à la pénurie de logement abordable et au problème grandissant de l'itinérance.

L'*IMH* compte maintenant des membres de confession chrétienne, juive, hindoue, musulmane, sikhe et unitarienne.

« Le premier projet de l'IMH a été Kent House, acheté en 2005. Il comprend deux studios et trois appartements d'une chambre à coucher. »

Somerset Gardens, un édifice de 10 étages comptant 119 condominiums et construit sur un terrain acheté par la St. John's Anglican Church, a reçu le Prix d'excellence en habitation - Pratiques exemplaires pour le logement abordable - 2008 de la SCHL.

Pour Sandra (non fictif), vivre à Somerset Gardens a entraîné une baisse importante de son niveau de stress…**« C'est propre, neuf, sécuritaire… Je sais ce que ça me coût pour me loger… la moitié de ce que je devais débourser avant… J'ai beaucoup de chance d'avoir connue *l'IMH*. »**

L'*IMH* y a acheté dix unités de logement, dont six sont loués à des prix beaucoup plus bas que le prix du marché (460 $ par mois) à des personnes considérées par la ville d'Ottawa comme ayant besoin d'aide au loyer. Les quatre autres sont louées 793 $ par mois.

Ce projet a pu voir le jour grâce aux efforts combinés de plusieurs personnes et organismes :

- Teron Inc. a vendu les unités à un taux préférentiel;
- La ville d'Ottawa a offert une subvention d'investissement de 300 000 $ en plus de différer le paiement d'autres frais et charges;
- Le ministère des Affaires municipales et du logement de l'Ontario a offert une subvention de 600 000 $ par l'entremise du Programme Canada-Ontario de logement abordable;
- La SCHL a renoncé à percevoir le droit d'assurance hypothécaire : et
- Les personnes qui soutiennent l'*IMH* ont offert 200 000 $ en prêts et dons.

En octobre 2008, l'IMH a acheté la maison Blake, un édifice de 27 unités de logement à Vanier, comprenant des studios et des appartements d'une et de très vastes deux chambres, grâce à une subvention fédérale/provinciale de 840 000 $.

Douze des logements de deux chambres à coucher seront convertis en trois chambres, pour répondre à la demande. L'IMH a trouvé une façon originale d'impliquer le public dans ce projet en vendant des « briques pour Blake » au coût de 27 $, et en offrant des reçus officiels.

Visitez www.multifaithhousing.ca pour plus de détails.

Logements abordables pour une collectivité en santé!

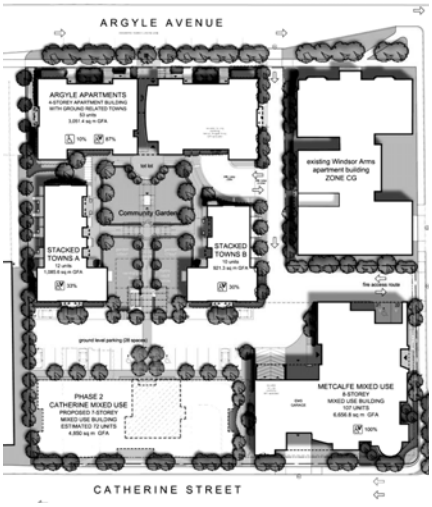
D'excellents voisins

Photos sur cette page - Centretown Citizens Ottawa Corporation (CCOC) dans le sens des aiguilles d'une montre, de gauche à droite : maison en rangée de la rue McLeod, travaux d'excavation sur le site du projet primé Richmond Road, le 145 Clarence, représentation du début des travaux de construction du 424 Metcalfe en 2009, maison en rangée Gilmour/MacLaren.
La CCOC met plus de 1300 unités de logement à la disposition de ménages à faibles et moyens revenus. En 2008, un ménage sur quatre avait des enfants, alors que plus de 50 % des logements étaient occupés par des personnes seules. 29 % des locataires appartenaient à des minorités visibles. La CCOC a des ententes avec 6 organismes communautaires qui offrent des services de soutien aux locataires de plus de 100 unités.

- ✓ **Un logement stable et abordable** permet aux gens de trouver et de conserver un emploi; aux personnes âgées ou handicapées de vivre dans la dignité; aux enfants de se faire des amis, de réussir à l'école et de grandir en santé.
- ✓ **Les locataires des logements abordables s'impliquent –** ils votent, donnent leur opinion sur des sujets d'intérêt pour la collectivité, comme la circulation, le bruit et la criminalité, participent aux évènements communautaires et font du bénévolat auprès d'organismes de charité.
- ✓ **Les projets servent de catalyseurs pour la revitalisation d'un quartier.** Ils redonnent vie à des secteurs inoccupés. Tout le quartier bénéficie des programmes communautaires dont ils sont souvent dotés.
- ✓ Les locataires à faibles revenus n'ont pas un très grand pouvoir d'achat, mais ils constituent **une base économique stable pour les commerces et les entreprises locales qui offrent des services**.
- ✓ **Le logement abordable favorise la création d'emploi**. Les entreprises ne peuvent attirer des employés si ceux-ci sont incapables de se loger à un coût abordable.
- ✓ **En investissant dans le logement abordable, le gouvernement sauve de l'argent.** C'est moins cher que les refuges et les auberges et c'est une solution à long-terme rentable en matière d'itinérance. Au fur et à mesure que les hypothèques sont remboursées, le ratio de logements abordables à Ottawa peut être augmenté afin que plus de logements soient créés.
- ✓ **Le logement est un actif à long terme.** Du milieu des années 1960 jusqu'en 1995, les gouvernements ont investi dans le logement abordable en pensant à l'avenir. Ces logements répartis dans tous les quartiers d'Ottawa abritent plus de 24500 personnes et sont gérés par plus de 80 organisations : organismes municipaux et organismes privés sans but lucratif, coopératives, organisations confessionnelles et organismes offrant des services.

D'excellents édifices

MUSEUM OF NATURE
ZONE L4



Mettre un terme à l'itinérance au niveau régional

La réponse du gouvernement municipal

Les décisions et les politiques municipales influencent la disponibilité du logement abordable, de l'aide financière, des programmes et services communautaires et des services aux personnes itinérantes, tels les refuges d'urgence, la prévention de perte de logement et le soutien au logement. Ces décisions ont aussi un effet sur la capacité d'intégration des gens dans la collectivité.

Pour mettre un terme à l'itinérance, il faut l'engagement et les ressources des trois paliers de gouvernement. Ceux-ci varient grandement et sont sujets aux changements selon le « budget » du gouvernement en place. Les décisions prises au niveau fédéral et provincial soutiennent ou entravent les efforts au niveau local.

En fait, en 2008, à Ottawa, il n'y avait que :

- 134 nouvelles unités de logement pour 9692 familles et individus sur la liste d'attente; *l'objectif de la ville était de 500 unités.*
- 915 unités de logement avec services de soutien comparativement à 6864 personnes dans le réseau des refuges d'urgence.

Dans la majorité des cas d'itinérance, des facteurs économiques sont à la source du problème : la pénurie de logement abordable et les revenus très bas. Il faut des logements abordables et convenables.

Certaines personnes ont des problèmes de santé auxquels il faut s'attaquer si on veut les aider à sortir de l'itinérance. D'autres ont besoin de formation préparatoire à l'emploi, etc. Les logements avec services de soutien sont une bonne solution de transition vers une plus grande autonomie.

Qu'attend la collectivité de la part du gouvernement régional ?

1. **La ville doit faire preuve de plus de détermination, d'innovation et d'effort pour atteindre son objectif annuel de 500 unités de logement abordable et convenable.** Présentement, il se crée un nombre infime de logements abordables.
2. **Les décisions prises par la ville (*c.-à-d., budget, allocations, règlements, approbation de nouveaux projets, utilisation de l'espace public*) doivent tenir compte des besoins de l'ensemble de la collectivité, y compris ceux des personnes à faibles revenus.**
3. **La ville doit également exiger que la province de l'Ontario et le gouvernement du Canada lui octroient les ressources nécessaires pour combler ses besoins en matière de logement.** La part qui revient à la ville sur la subvention d'exploitation allouée à nos 56 fournisseurs de logement est basée sur le taux d'imposition foncière et n'est pas durable. Cela ne laisse pas une marge de manœuvre suffisante pour maintenir l'ensemble des logements en bon état et offrir des services adéquats en matière de santé, de toxicomanie et de santé mentale, pour s'assurer que l'itinérance n'est pas le résultat d'une santé déficiente.

La réponse de la collectivité

L'Alliance pour mettre un terme à l'itinérance plaide la cause des sans-abri aux trois paliers de gouvernement, fait de la recherche et éduque le public. D'autres personnes se mobilisent à l'échelle de la ville pour offrir de l'aide –

1. Les bénévoles et les donateurs du secteur privé

Ils sont plusieurs milliers dans la collectivité à donner nourriture et biens matériels pour que les personnes itinérantes puissent manger et se vêtir. Les gens s'impliquent aussi directement. Les bénévoles qui œuvrent auprès des organismes venant en aide aux sans-abri offrent plus de 700 000 heures de service chaque année. Le centre pour femmes *Cornerstone/Le Pilier* en est un bon exemple :

- 17 % de son financement provient de dons de la collectivité.
- 805 personnes et 35 groupes offrent bénévolement de leur temps.
- D'autres personnes offrent de l'aide en nature (draps, lingerie, produits d'hygiène et de soins, nourriture et vêtements, et cadeaux pour les occasions spéciales).

2. Les chefs de file et les groupes de la société civile

Un bon exemple est celui de *Dharma Developments,* un entrepreneur d'Ottawa. Avec l'aide d'autres gens d'affaires d'Ottawa, ce groupe organise URBANA, une activité annuelle qui vise à amasser des fonds pour les programmes communautaires de lutte à l'itinérance.

Un autre exemple est celui de la *table de leadership*, qui regroupe des gens d'affaires et des chefs de file de la collectivité et du gouvernement qui se sont donnés comme objectif de créer annuellement 100 unités de logements avec services de soutien pour lutter contre l'itinérance chronique.

3. Le plan d'action communautaire en matière d'itinérance

La *ville d'Ottawa,* en tant qu'*administrateur du réseau de services pour les sans-abri,* s'appuie sur le plan d'action communautaire qui recommande que :

- 50 unités de logement abordable soient créées chaque année grâce à un investissement du secteur privé et à des partenariats public-privé sans but lucratif.
- 50 unités de logement de transition et 100 nouvelles unités de logement avec services de soutien soient créées chaque année.
- Que soit mis en œuvre le Programme d'aide pour la mise de fonds pour l'accession à la propriété (objectif 2008 : 205).

« Aux grands problèmes les grandes solutions. Nous ferons de vrais progrès dans la lutte à l'itinérance lorsqu'il y aura suffisamment de logements abordables pour répondre aux besoins des collectivités! »

Perry Rowe, président
Alliance pour mettre un terme à l'itinérance

Voir au page 14 la répartition du financement à Ottawa pour chaque palier de gouvernement

Mettre un terme à l'itinérance au niveau provincial

La réponse du gouvernement provincial

Avec son niveau d'engagement actuel, sur tous les plans, le gouvernement ne s'attaque pas au cœur du problème de l'itinérance. La réponse de l'Ontario est transmise par ses politiques et touche plusieurs domaines : le logement locatif, abordable et social; les salaires et les prestations; les services en matière de santé physique et mentale et de toxicomanie.

Les politiques provinciales ne répondent pas aux besoins les plus criants :

- Une mère célibataire avec deux enfants qui touche des prestations d'Ontario au travail ne reçoit que 60 % du taux de *seuil de faible revenu* (*SFR*) calculé par Statistique Canada pour Ottawa.
- Une personne seule qui touche une rente d'invalidité reçoit moins que 60 % du taux de faible revenu.
- Il faut un travail à temps plein (40 heures/semaine) à 15,35 $ l'heure pour louer un appartement d'une chambre, alors que le salaire minimum est de 8,75 $ (selon les normes gouvernementales qui allouent 30 % du revenu au logement).
- 134 unités de logement abordable ont été créées à Ottawa en 2008 avec les fonds provenant des gouvernements fédéral, provincial et municipal.
- La liste d'attente « officielle » pour un logement abordable au ministère des Affaires municipales et du Logement de l'Ontario compte 124 032 noms. Depuis 2002, il ne s'est créé en moyenne que 1 237 nouveaux logements abordables par année. À ce rythme, il faudra 100 ans juste pour combler les besoins des ménages actuellement sur la liste d'attente provinciale.

L'itinérance est l'indicateur ultime de la pauvreté. Puisque l'Ontario commence à prendre des mesures pour réduire la pauvreté, il est important qu'elle reconnaisse cette dure réalité. Que 7 045 individus et membres d'une famille aient utilisé les refuges d'urgence en 2008 signifie que la province doit investir d'avantage dans le logement abordable et les prestations de soutien au revenu.

Un logement stable est un préalable à la stabilité économique. Toutes les autres mesures de réduction de la pauvreté seront inefficaces si les individus et les familles n'ont pas d'abord un logement stable. Il est temps que l'Ontario cesse de considérer les refuges d'urgence comme solution de dernier ressort aux problèmes de logement et à la pénurie de services en matière de santé mentale et de toxicomanie.

Le rôle de chacun

Ce sont les impôts que nous payons qui soutiennent les efforts de la province pour mettre un terme à l'itinérance. Il y a un coût à l'itinérance, et les gens d'Ottawa sont en droit de questionner les choix faits par la province.

En ce moment, l'Ontario dépense relativement peu pour le logement abordable. La province et nos politiciens ont le choix :

- L'Ontario pourrait utiliser l'argent de nos impôts pour créer du logement abordable combiné à d'autres mesures de réduction de la pauvreté.
- Ou l'Ontario peut continuer de prendre des décisions qui favorisent l'itinérance et de payer pour les personnes itinérantes qui séjournent à l'hôpital ou en prison.

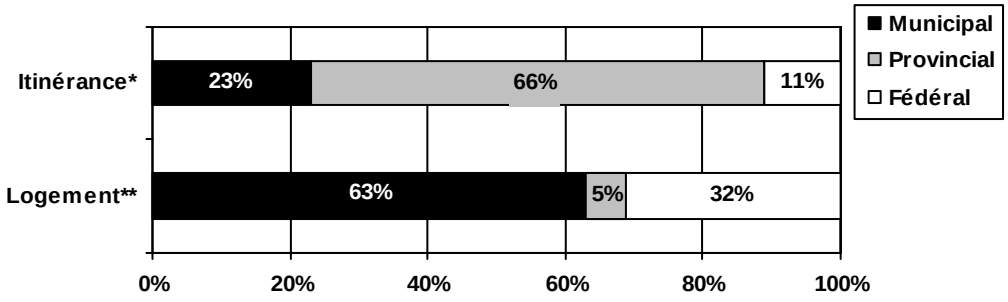
Les électeurs doivent s'adresser directement à leurs députés

- Si nous voulons que la province dépense plus pour le logement abordable, alors nous devons le dire à nos députés provinciaux.
- Il faut du temps pour créer de nouveaux logements, alors pendant ce temps, nous aurons encore besoin d'investir dans les refuges et les services de soutien.

Qu'attend la collectivité de la part du gouvernement provincial ?

- **Il est urgent que l'Ontario investisse substantiellement dans le logement abordable.**
- **Des fonds plus importants doivent être accordés au traitement et aux services de soutien offerts aux personnes itinérantes chroniques aux prises avec des problèmes complexes de santé physique et mentale et de toxicomanie.**
- **Il faut passer à l'action pour régler la crise des loyers qui sévit actuellement à Ottawa afin de prévenir l'itinérance.**

La part du financement du fédéral, du provincial et du municipal
Services aux personnes itinérantes et programmes de logement abordable (ville d'Ottawa, 2008)



***Itinérance** comprend : tarif journalier des refuges d'urgence, services aux personnes itinérances (incluant les haltes-accueil et la prévention de perte de logement), banques d'aide au loyer, centre d'hébergement d'urgence.

****Logement** comprend : nouvelles unités de logement abordable, programme d'accès à la propriété, subventions d'opération pour 56 fournisseurs de logement (incluant les subventions au loyer).

Mettre un terme à l'itinérance au niveau fédéral

La réponse du gouvernement fédéral

Trois programmes sont présentement au cœur de la réponse du fédéral au problème de l'itinérance : l'Initiative en matière de logement abordable, la Stratégie des partenariats de lutte contre l'itinérance et le Programme d'aide à la remise en état des logements.

Présentement, le Canada dépense relativement peu pour le logement abordable et l'itinérance si l'on considère les besoins recensés dans les collectivités.

Beaucoup de gens ne savent pas que :

- Les fonds alloués à l'itinérance et au logement sont gelés à 135 $ millions par année pour l'ensemble du pays – soit à peu près le même niveau qu'il y a 10 ans.
- La part du fédéral au budget alloué au logement social sera graduellement éliminée au cours des prochains 25 ans alors que les ententes prendront fin, ce qui créera des surplus. Le gouvernement fédéral doit réinvestir ces surplus dans la création de nouveaux logements abordables pour répondre aux besoins des collectivités.

Le rôle de chacun

Ce sont les impôts que nous payons qui soutiennent les efforts du fédéral pour mettre un terme à l'itinérance. L'itinérance a un coût.

- C'est l'argent de nos impôts qui soutient l'Initiative en matière de logement abordable, la Stratégie des partenariats de lutte contre l'itinérance et le Programme d'aide à la remise en état des logements.
- La plupart des gens étaient heureux de voir le fédéral prolonger ces programmes pour une durée de cinq ans à compter d'avril 2009. En fait, beaucoup de personnes ont joint leurs efforts à ceux de l'Alliance pour mettre un terme à l'itinérance qui réclamait cette prolongation.

Les électeurs doivent se faire entendre auprès de leurs députés.

- **Vous pouvez demander** que le gouvernement du Canada passe à l'action et alloue des montants beaucoup plus importants au logement abordable et aux services de soutien aux personnes itinérantes.

Le Rapporteur de l'O.N.U. sur le droit au logement convenable –

en tant qu'élément du droit à un niveau de vie suffisant et du droit à la non-discrimination

Rendu public en février 2009, le rapport s'attaque à l'itinérance et à la pénurie de logements convenables au Canada et recommande que –

- **le droit au logement convenable soit reconnu par les lois fédérales et provinciales comme faisant partie intégrante du système juridique canadien.**
- le Canada adopte une politique nationale du logement inclusive et coordonnée basée sur l'indivisibilité des droits humains et la protection des plus vulnérables. Cette stratégie nationale devrait comprendre des objectifs mesurables et des calendriers, la consultation et la collaboration avec les collectivités touchées, un processus pour le dépôt des plaintes et des mécanismes transparents de reddition de compte.
- les programmes de logement sociaux pour les plus démunis soient rétablis ou augmentés, selon le cas, que les lois antidiscriminatoires en matière de logement soient renforcées et appliquées, que le financement des refuges et de l'aide sociale soit augmenté à des niveaux qui tiennent compte de la réalité, et que des services de soutien adéquats soient offerts aux personnes souffrant d'un handicap.
- les autorités fédérales, provinciales et territoriales travaillent en étroite collaboration et coordonnent leurs efforts afin d'établir des politiques et des programmes efficaces et s'engagent à financer de façon stable et à long-terme une stratégie nationale du logement. Les autorités fédérales, provinciales et territoriales devraient également collaborer avec ceux qui connaissent le mieux les besoins de la population, c'est-à-dire les autorités municipalités, les fournisseurs de services et les organismes de la société civile.

Qu'attend la collectivité de la part du gouvernement fédéral ?

1. **Qu'il mette en œuvre une stratégie nationale du logement qui reconnaîtra le droit au logement comme un droit humain fondamental pour tous.** Combien faut-il de personnes itinérantes avant que le gouvernement fédéral ne se préoccupe à nouveau du logement abordable ?

2. **Qu'il augmente – et assure la pérennité – du financement accordé aux collectivités pour venir en aide aux personnes itinérantes et leur offrir le soutien dont elles ont besoin pour conserver leur logement.**

3. **Qu'il améliore l'accès aux programmes nationaux de soutien du revenu et qu'il augmente le montant des prestations.**

Dites à nos politiciens que l'itinérance est un problème inacceptable !

Détachez la lettre ci-dessous ou téléchargez la version électronique à *www.endhomelessnessottawa.ca*

Faites- la parvenir au premier ministre avec copie au premier ministre de l'Ontario et au maire d'Ottawa (adresses au bas).

M. Stephen Harper
Bureau du premier ministre
80, rue Wellington
Ottawa, ON K1A 0A2
Courriel : pm@pm.gc.ca

Monsieur le premier ministre Stephen Harper :

Concernant : les actions que doivent entreprendre les gouvernements fédéral, provincial et municipal pour mettre un terme à l'itinérance

L'Alliance pour mettre un terme à l'itinérance est une coalition non-partisane de parties prenantes de la collectivité qui cherchent ardemment à mettre un terme à l'itinérance. L'Alliance est profondément préoccupée par la crise de l'itinérance qui sévit à Ottawa et dans le reste du pays.

En 2008, 7 045 personnes ont passé la nuit dans des refuges d'urgence, dont 1 179 enfants. Plus de 300 000 Canadiens et Canadiennes connaîtront l'itinérance en 2009. Depuis 2006, près de 1,5 million de ménages canadiens vivent dans des logements inabordables, inadéquats ou non convenables.

Nous sommes particulièrement préoccupés par le fait que les programmes financés par le gouvernement du Canada afin d'aider les organismes communautaires à lutter contre l'itinérance soient gelés depuis 1999, malgré le fait qu'il y ait de plus en plus de personnes itinérantes et qu'elles requièrent des services complexes. Le budget fédéral de 2009 contient des promesses de 2 milliards de dollars pour le logement, mais ne prévoit pas grand-chose pour aider les personnes qui ont le plus besoin d'un logement. Aucun argent ne sera dépensé à moins que les provinces et territoires ne s'entendent sur le partage des coûts. Cet arrangement a par le passé empêché les fonds alloués au logement d'être dépensés. Il est urgent que les trois paliers de gouvernement trouvent une façon plus efficace de fonctionner.

L'Alliance pour mettre un terme à l'itinérance et les Canadiens et Canadiennes préoccupés par la situation pressent le gouvernement du Canada d'investir dans le logement abordable et les projets de lutte à l'itinérance. Nous voulons que le gouvernement du Canada :

- **Mette en œuvre une Stratégie nationale du logement qui reconnaîtra le droit au logement comme un droit humain fondamental pour tous;**
- **Augmente le financement alloué aux collectivités pour lutter contre l'itinérance, et le rende permanent; et**
- **Améliore l'accès aux programmes nationaux de soutien du revenu et augmente le montant des prestations afin que les gens puissent se payer un logement.**

Nom (lettres moulées) : _____ Signature et date : _____

Adresse : _____

Cc : Dalton McGuinty, premier ministre de l'Ontario, Legislative Building, Queen's Park, Toronto, ON M7A 1A1 **Courriel:** dalton.mcguinty@premier.gov.on.ca
M. McGuinty, nous pressons le gouvernement de l'Ontario d'augmenter les fonds alloués au logement abordable.

Cc: Larry O'Brien, maire de la ville d'Ottawa, 110, Avenue Laurier Ouest, Ottawa, ON K1P 1J1
Courriel : larry.obrien@ottawa.ca
M. O'Brien, nous demandons que la ville d'Ottawa passe à l'action pour mettre un terme à l'itinérance en répondant aux besoins des personnes itinérances ou à risque de le devenir.

L' Alliance pour mettre un terme à l'itinérance a produit le *Bulletin pour METTRE UN TERME à l'itinérance à Ottawa, Déc-Jan 2008,* grâce aux fonds reçus des organismes membres et de *United Way/Centraide Ottawa*. Nous remercions toutes les personnes qui ont contribué à cette cinquième édition. Éditrice : Lynne Browne. **Plus de détails à www.endhomelessnessottawa.ca**